

[Text]

Mr. Foster: I see.

During the GRIP hearings, I think it was the Ontario Commodity Council that estimated that in order to provide the same assistance this spring as would be provided under their estimates for the GRIP when it is in full operation, Ontario needed or should be receiving something like \$200 million for corn and soybeans and and so on. With the announcement that was made by the minister, mainly making contributions toward reducing GRIP payments and the NISA payments and some minor amounts to horticulture, there really was no deficiency payment. I was wondering what assistance you actually did receive in what I guess is perhaps the lowest net farm income we have ever faced, including all the years of the late 1980s, under that announcement that was made this spring as far as a deficiency payment for the 1990-91 crop year.

Mr. Dmetriuc: With your reference to GRIP, what the province of Ontario or the Commodity Council did was take in 80% of the IMAP for 80% of what the producer produces. That is the portion that is covered. In effect, you are looking at somewhere around 64% covered under GRIP.

The financial portion that the minister allocated under the special measures, the 25% for the GRIP reduction, the 3.5%, which is about \$50 million, which will be coming into effect under the NISA program, and the direct payments to horticulture... I cannot recall what the total package is, but your observation is correct. It is substantially lower than was projected by the Commodity Council, probably about 50% of what was projected in relation to the degree of hurt, for example, in grains and oilseeds because of the way the marketplace stands now.

• 1035

Mr. Foster: In fact, unless you jump through the hoops in contributing to NISA and happen to have a lower net farm income than in the previous five years, there is no direct cash assistance to farmers this spring. Is that not true?

Mr. Dmetriuc: That is true, and that has become a hardship.

Mr. Foster: With regard to the opening of the border, in spite of the fact that the United States is breaking both the spirit and the letter of the law with its Export Enhancement Program, what do you see as the direct results of the border opening? Will it mean greater processing of flour to bread in the U.S.? Will it reduce the equality of the movement of wheat and so on in the Ontario market? Could you try to sketch out for us your anticipated problems with the opening of the border?

[Translation]

M. Foster: Je comprends.

Lors des audiences du RARB, il me semble que l'Ontario Commodity Council avait estimé que pour pouvoir offrir le même niveau d'aide ce printemps que celui qui sera fourni par le RARB lorsque ce dernier sera pleinement opérationnel, il faudrait que l'Ontario reçoive quelque chose comme 200 millions de dollars pour le maïs, le soja, etc. Compte tenu de l'annonce qui a été faite par le ministre, portant avant tout sur le versement de crédits visant à réduire les paiements effectués au titre du RARB et du CSRN et quelques crédits affectés à l'horticulture, il n'y a pratiquement pas eu de paiements compensatoires pour le manque à gagner. Je me demande quel est le montant de l'aide que vous avez effectivement reçue alors que les revenus nets agricoles étaient les plus faibles, à mon avis, que l'on ait jamais enregistré, même si l'on considère les pires années de la fin de la décennie 1980, dans le cadre de l'annonce qui a été faite au printemps pour ce qui est des paiements devant compenser le manque à gagner pour la campagne 1990-1991.

M. Dmetriuc: Pour ce qui est de votre observation au sujet du RARB, la province de l'Ontario ou le Commodity Council ont pris comme référence 80 p. 100 de la MMIP s'appliquant à 80 p. 100 de ce que produisent les agriculteurs. C'est la partie qui est couverte par le programme. Cela revient à dire que le RARB couvre quelque chose comme 64 p. 100 de la production.

Les crédits affectés par le ministre aux titres des mesures spéciales, les 25 p. 100 correspondant à la réduction du RARB, les 3,5 p. 100, qui correspondent à quelque 50 millions de dollars, qui entreront en vigueur au titre du programme CSRN et les versements directement effectués à l'horticulture... Je ne me souviens plus à combien cela se monte au total, mais votre observation est exacte. C'est nettement plus faible que ce qu'avait prévu le Commodity Council, probablement quelque chose comme 50 p. 100 de ce qui était prévu compte tenu du préjudice subi, par exemple, pour les céréales et les oléagineux, compte tenu de la situation du marché à l'heure actuelle.

M. Foster: Dans la pratique, à partir du moment où vous vous jetez à l'eau et où vous souscrivez au CSRN, même si le revenu agricole net est inférieur à celui des cinq années précédentes, il n'y a pas, comme ce sera le cas ce printemps, de subventions directes versées en espèces aux agriculteurs. Est-ce bien cela?

M. Dmetriuc: C'est bien cela, et c'est devenu une source de difficulté.

M. Foster: En ce qui a trait à l'ouverture des frontières, en dépit du fait que les États-Unis remettent en cause à la fois la lettre et l'esprit de l'accord en appliquant leur Export Enhancement Program, quelles sont selon vous les conséquences directes de l'ouverture des frontières? Est-ce que l'on va davantage transformer de la farine en pain aux États-Unis? Est-ce qu'il va en résulter une plus grande disparité des échanges de blé, etc, sur le marché de l'Ontario? Pouvez-vous évoquer à notre intention les différents problèmes que vous entrevoyez avec l'ouverture des frontières?